



WEHUBIT

Pays

Burkina Faso, Mali et Niger



Mis en œuvre par

Vétérinaires
Sans Frontières
Dierenartsen
Zonder Grenzen



Budget

350.000 €

Durée

07/2019-12/2021

Contribution aux ODDs



Mis en œuvre par



Financé par



Belgique

partenaire du développement

Apprendre du projet

Projet SIT Sahel LAFIA : système d'information digitalisé pour une transhumance apaisée au Sahel central

L'innovation sociale numérique peut-elle soutenir l'expansion et l'adoption de bonnes pratiques en matière d'agriculture climato-intelligente, comment et dans quel contexte ?

APERÇU DU PROJET

Raison

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger couvrent une superficie totale de 2.781.205 km², avec un climat principalement semi-aride à aride. L'élevage, dont l'**élevage transhumant**, est pratiqué par environ 80 % de la population et 20 % en tirent exclusivement leur subsistance jouant ainsi un rôle crucial dans la **sécurité alimentaire** et **socioéconomique** de millions de personnes.

En 2021, les trois pays comptent 138.592.224 têtes de bétail. Les éleveur·euses font face, régulièrement et de plus en plus, à des **chocs climatiques, sanitaires** et **sécuritaires** (sécheresses, inondations, épizooties, conflits entre transhumant·es et agriculteur·rices, instabilité régionale...), ce qui rend leur mobilité et celle de leur cheptel difficile.

Dans ce contexte d'incertitude et de chocs à répétition, l'information (ressources disponibles, conflits, maladies localisées, prix des marchés...) devient un **outil précieux d'aide à la décision** pour les éleveur·euses, en particulier transhumant·es.

Innovation sociale numérique

Le projet SIT Sahel Lafia a combiné deux approches d'alerte précoce et de surveillance afin de parvenir à un **système d'information digitalisé fiable, précis** et **continu** :



1. La **collecte de données terrain** (situation des marchés, santé animale, disponibilité et qualité en eau et pâturages) via 172 sites sentinelles de surveillance pastorale sur 8 régions * des trois pays couverts : dans des zones géographiques clés, des agent·es des services étatiques déconcentrés, des vétérinaires privé·es et des leaders d'éleveur·euses, équipé·es de smartphones et de chargeurs solaires, envoient les informations recueillies via l'application KoboCollect ou le système Telerivet tous les 10 jours.

* Niger (Tillabéri, Tahoua et Dosso), Burkina Faso (Est, Sahel et Centre-Nord) et Mali (Mopti et Gao)

2. L'**exploitation de données satellitaires** (production annuelle de biomasse, observation de la disponibilité en eau de surface) traitées pour une interprétation cartographique et statistique par le projet.

Ces **données combinées sont vérifiées, validées et synthétisées par les ministères nationaux** concernés par l'élevage. Les informations qui en découlent sont ensuite diffusées via **différents outils**, à une fréquence adaptée aux besoins des groupes cibles:

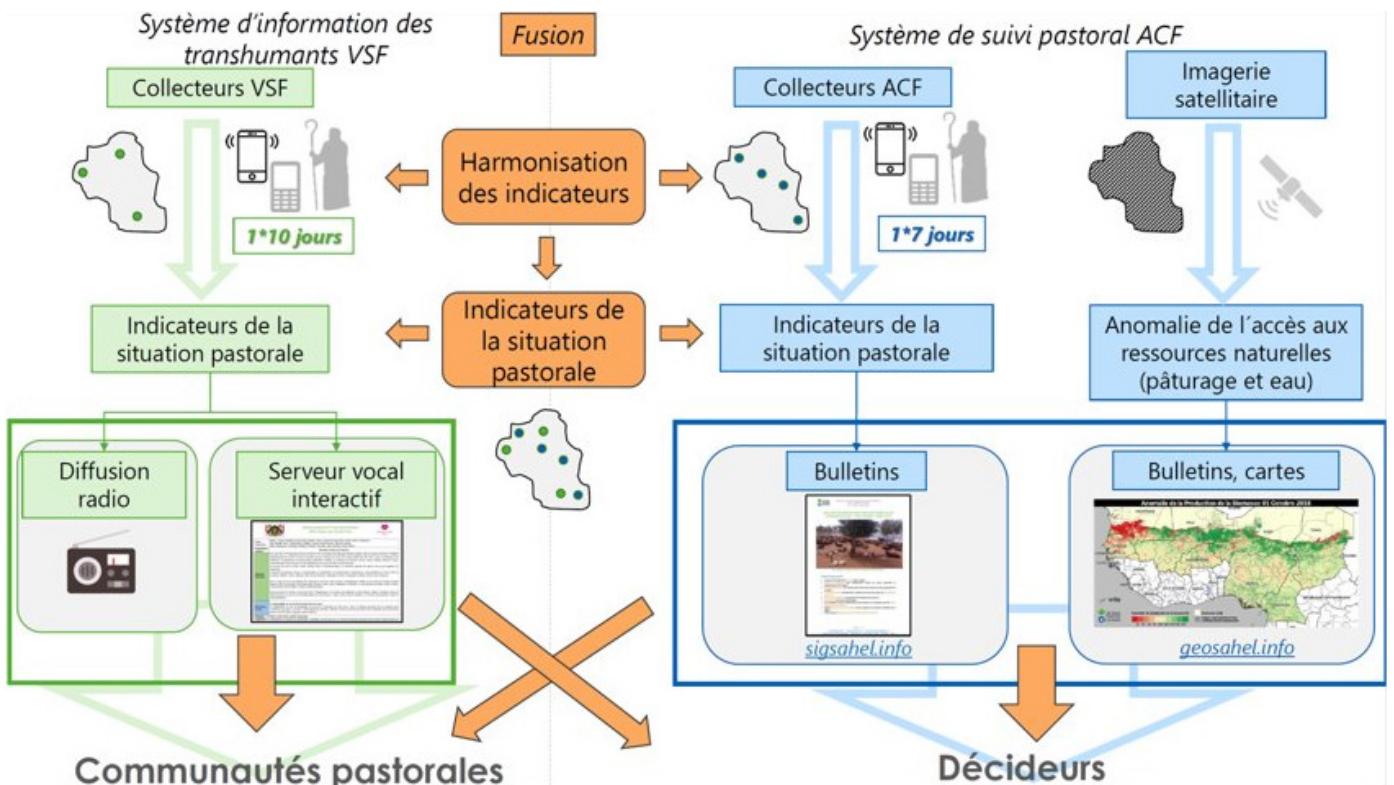
Acteurs gouvernementaux et institutions partenaires nationales, régionales et internationales

- Bulletin de surveillance bimestriel disponible sur le site 
- Plateforme de cartographie interactive pour un suivi temps réel des données satellitaires, disponible sur le site 
- Communication dans le cadre des rencontres du Dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires (PREGEC)

Éleveur·euses et coopératives

- Messages radio en langues locales via les radios communautaires, dans un délai de 4 à 5 jours après collecte des données
- Messages enregistrés disponibles à tarif réel (100 Francs CFA/minute environ, pour des messages de 5 à 6 minutes) 24 h/24 sur un serveur vocal interactif, dans différentes langues locales, dans un délai de 4 à 5 jours après collecte des données
- Alertes à propos de feux de brousse, d'épizooties ou d'incidents sécuritaires. Ces alertes sont envoyées par les sentinelles via simple message et immédiatement communiquées aux éleveur·euses et aux décideur·euses politiques si elles s'avèrent exactes.

Le projet a également utilisé les outils numériques afin de diffuser des **techniques d'élevage climato-intelligentes**. Pour ce faire, il a mobilisé les plateformes de téléphonie mobile et les radios communautaires, mais pas uniquement. Les techniques ont également été diffusées via les groupes WhatsApp déjà utilisés par les éleveur·euses et des cartes SD partagées au niveau des points de rencontre de ces éleveur·euses, notamment les marchés.





Du point de vue de l'approche fondée sur les droits humains (HRBA)

L'objectif de l'approche HRBA est, d'une part, de donner aux **détenteur.rices de droits** — les **éleveur.euses des 11 provinces concernées et leurs coopératives** — les moyens de revendiquer leurs droits et de participer à leur propre processus de développement. D'autre part, de partager les capacités avec les **détenteur.rices d'obligations** — l'**État** — à respecter, protéger et réaliser ces droits.

Le projet a poursuivi cette double approche, d'une part, par la **mise à disposition des données collectées** via différents canaux pertinents pour les groupes cibles et, d'autre part, par le **partage des capacités avec toutes les parties prenantes**, détenteur.rices de droits et d'obligations. Les données disponibles constituent aussi une base de communication entre les titulaires de droits et les détenteurs d'obligations, et devraient aider à prendre des décisions en toute connaissance de cause.

2.604.933 éleveur.euses ont bénéficié d'informations partagées via les outils numériques afin de prendre des décisions (**45 %** sont des hommes et **55 %** des femmes)



MESSAGES CLÉS

La diffusion via divers canaux numériques permet d'**atteindre un grand nombre d'éleveur·euses** — dont deux tiers possèdent un téléphone portable dans la zone du projet — **malgré leur dispersion sur le territoire, la réalité de zones peu connectées et le caractère fluctuant de l'élevage transhumant.**

Le système d'information digitalisé a soutenu les services techniques gouvernementaux dans le **suivi de la situation pastorale** par la mise à disposition de **données en continu**, au-delà de la campagne annuelle existante. Cette mise à disposition des données a également augmenté la **qualité des Systèmes d'Alertes Précoces** * dans les trois pays de la zone du projet.

L'information **adaptée** — situation pastorale et bonnes pratiques d'élevage — aux **enjeux saisonniers** et **à la zone géographique** contribue à une meilleure **adaptation** et **résilience face à la variabilité climatique** et à l'augmentation de la fréquence des extrêmes climatiques pour les éleveur·euses de la zone du projet ayant eu un accès régulier à l'information.

L'information fiable, pertinente, en temps réel et accessible sur la situation pastorale a été utilisée par les éleveur·euses de la zone du projet afin d'orienter leurs choix et de prendre des décisions relatives à leur mobilité, de façon **régulière ou ponctuelle.**

L'information régulièrement actualisée donne aux représentant·es des associations et réseaux d'éleveur·euses des **arguments solides** et **vérifiables** afin de contribuer au débat et d'assurer la représentation des problématiques liées à l'élevage dans les sphères politiques nationales et internationales (Systèmes d'Alertes Précoces dans les pays, CEDEAO, PREGEC, RPCA).



* Dans les 3 pays de mise en œuvre, les Systèmes d'Alertes Précoces (SAP) sont des structures étatiques en charge du suivi des indicateurs clés pour l'identification des alertes. Les agent·es des SAP sont présent·es au niveau décentralisé. Ils collectent, compilent et transmettent les données et informations relatives à des risques et aléas préidentifiés.

Nous rencontrons ces difficultés depuis toujours, mais cela devient de plus en plus récurrent. Les agriculteurs ont colonisé tous les espaces et nous, les éleveurs, nous n'avons plus accès aux pâturages. L'insécurité complique aussi l'accès aux zones de pâturage. Toutes les pistes à bétail sont obstruées et à chaque période de transhumance, la mobilité devient plus difficile. Grâce aux informations mises à notre disposition par le projet, nous pourrions éviter certains de ces problèmes.

Bandé Amidou, 55 ans, éleveur et père de 4 enfants, leader des éleveurs dans sa communauté Rugga



Plus de témoignages sur le projet ?



LEÇONS APPRISES

Inclusion et équité

Les **canaux de diffusion** de la situation pastorale et des bonnes pratiques d'élevage ont été diversifiés afin de répondre aux besoins de différents groupes : analphabétisme (dont numérique), nonaccès à un téléphone portable, séjours en zones peu ou pas couvertes par l'internet mobile.

L'accès des éleveur·euses des différentes provinces concernées à l'information a nécessité la **traduction** de cette information en langue locale (bonnes pratiques, messages vocaux) et la diversification des émissions radiophoniques. Au Niger par exemple, les informations sont disponibles en fulfuldé, zarma, tamasheq et haussa.

Les collecteur·rices de données sur les sites sentinelles respectent une certaine **représentativité d'âge** et **de genre**, qui reste toutefois influencée par le contexte socioculturel et les rôles & responsabilités assignés aux femmes et aux jeunes.

Utilisation de l'outil numérique à long terme

Les informations disponibles via radio, serveur vocal et WhatsApp répondent aux besoins des éleveur·euse·s, car elles sont actualisées, adaptées au contexte et **pertinentes pour les défis quotidiens** qu'il·elles rencontrent : gestion des risques de maladies animales et zoonotiques, évitement des zones de conflits, productivité, amélioration des conditions d'accès et d'alimentation des marchés.

Le système d'information digitalisé est utile à un double niveau : la **société civile** et les **ministères & services techniques de l'État**. Il offre, à ces deux niveaux, de l'information actualisée, qualitative, pertinente en continu et constitue un « guichet unique » inégalé dans la région.

La **mutualisation** et la **fédération des systèmes préexistants de collecte et d'analyse** chez Vétérinaires Sans Frontières et Action Contre la Faim assurent une stabilité (fréquence, qualité, portée) du système d'information digitalisé et de la diffusion des données.

Par la mise à disposition de données déjà vérifiées, analysées et synthétisées, compilées dans un format web, le système d'information digitalisé répond également au besoin des **institutions internationales** (PAM, OCDE, ECHO) et des acteurs de la communauté « humanitaire et développement » de disposer d'informations actualisées et de qualité. Ces données soutiennent notamment la prise de décisions et la priorisation des activités.



Réceptivité des parties prenantes et utilisateur·rices

Selon les enquêtes menées par le projet auprès de 745 utilisateur·rices, la **vulgarisation de bonnes pratiques en matière d'élevage** et **de résilience face aux aléas climatiques** s'avère tout aussi importante que l'information sur la situation pastorale. Ces pratiques permettent aux éleveur·euses d'optimiser leurs pratiques, d'améliorer leur productivité ainsi que la santé animale, et de renforcer leur résilience face aux chocs climatiques.

Le **gouvernement joue un rôle clé par son travail de vérification** — principalement par la comparaison des données terrain avec les données satellitaires —, d'**analyse** et **de traduction des données**. L'institutionnalisation et la durabilité du système dépendent également de ses capacités à assurer cette tâche. Les services techniques ne disposent toutefois pas toujours des **compétences numériques nécessaires** pour ce travail. Aussi, un partage des capacités en gouvernance et analyse des données a été nécessaire.

PERSPECTIVES

Le consortium VSF-B / ACF prévoit le développement d'une **application smartphone** (PASTO-NAVIGATOR) à destination des éleveur·euses afin de leur fournir « en temps réel » une information géoréférencée sur la disponibilité en pâturage, l'état des points d'eau de surface et la présence de feux de brousse, informations accessibles par l'imagerie satellitaire. Cet outil de diffusion nécessitera l'accès à un smartphone, une alphabétisation minimum et l'accès ponctuel à l'internet mobile pour le téléchargement des données, **trois conditions qui pourraient poser problème** dans les zones rurales.

Le consortium VSF-B / ACF prévoit la **consolidation, la densification** et **l'extension géographique du maillage de collecteur·rices de données**, ce qui augmentera la qualité, la fiabilité et le caractère contextuel des informations. L'analyse et la synthétisation des données dépendant principalement des ressources humaines, cette consolidation n'aura que peu d'influence sur la vitesse de diffusion des informations via les différents outils.

Le consortium VSF-B / ACF continuera d'assurer une **transmission de connaissances** et **de savoir-faire sur les TIC vers les différents acteurs locaux du secteur pastoral** (cadres et technicien·nes des organisations pastorales et des ministères en charge de l'élevage) afin d'assurer l'utilisation effective des données disponibles pour la veille et la prise de décisions.

Les enquêtes indiquent un **besoin d'informations sur les textes** et **lois régissant la transhumance**, ce qui représente un volume d'informations important. Une piste pour prendre en compte cette demande importante serait d'analyser quelles parties sont les plus cruciales dans chaque texte, selon les périodes et saisons.

Fort de son système utilisé par 2.500.000 utilisateurs·rice·s, le consortium VSF-B / ACF cherchera **d'avantage de collaboration** avec le secteur privé en vue d'un soutien dans la diffusion de l'information.

Cette fiche d'apprentissage a été produite dans le cadre du Réseau d'échange de connaissances de Wehubit avec la collaboration de Aminou Rabiou (VSF-B), Erwann Fillool et Cédric Bernard (ACF) et avec le soutien du Royal Tropical Institute (KIT)

Septembre 2022